

# GIB, DES OPPORTUNITÉS À PRENDRE

À la veille du **Brexit**, les yeux se tournent vers **Gibraltar**. Dotée d'une frontière terrestre avec l'UE, la presqu'île génère une économie frontalière de 700 millions d'euros avec l'Espagne dont le Maroc pourrait profiter. Analyse.

**Ghassan Waïl El Karmouni**

«Nous ne pensons pas que le Brexit aura un impact négatif sur l'économie de Gibraltar», nous affirme, optimiste, Christian Hernandez, président de la chambre de commerce du «Rocher». Et d'ajouter: «Notre économie est solide et très diversifiée. Elle est connectée à plus de 90% à la Grande-Bretagne», assure-t-il. Pourtant, le rocher de 37.000 habitants est un des enjeux du Brexit devant entrer en vigueur dès le 1er de ce mois de février dans une phase de négociation transitoire. Avec 84.198 US dollars de PIB par tête (soit le 4ème au monde entre le Brunei et Singapour), l'enclave anglaise frontalière de l'Andalousie dépend en grande partie pour son approvisionnement et sa main-d'œuvre de l'Espagne. Le passage frontière entre La Linea de la Concepcion et le Rocher voit chaque jour transiter 14.000 traverses quotidiennement dans les deux sens le poste-frontière avec l'Espagne, soit l'équivalent du quart de la population de la ville. Il faut dire que la ville réalise près de 4 fois le PIB par tête de l'Andalousie frontalière avec un nombre de chômeurs se comptant sur le bout des doigts (moins de 1% de la population active contre 35% en Andalousie). Le point de passage terrestre voit en outre passer la plus grande majorité des 11 millions de touristes de passage par la cité. Le tourisme étant le 3ème pilier de l'économie locale et la majorité

des marchandises vendue en détaxe sur le « Rock ». Non intégré à l'union douanière avec l'Europe du fait de son statut spécial, Gibraltar devrait demander à intégrer l'espace Schengen pour faire face à la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne. Pourtant la situation est loin d'être gagnée et les risques économiques pour l'enclave restent significatifs, notamment à cause de l'insistance espagnole pour une souveraineté partagée sur la presqu'île.

## Le poids du passé

Possession britannique depuis 1704, et cédée définitivement et à perpétuité au Royaume-Uni en 1713 en vertu du traité d'Utrecht, Gibraltar n'a pas cessé d'être convoité par l'Espagne, ce qui complique les futures négociations bilatérales. Le traité d'Utrecht a d'ailleurs été contesté par l'Espagne plusieurs fois après sa signature, notamment au cours des guerres napoléoniennes (1803-1815). Plus récemment, dans les années 60 après l'adoption d'une Constitution le faisant passer du statut de colonie à celui de territoire d'outre-mer britannique, Gibraltar a subi un blocus total imposé par le Général Franco en 1969. Le blocus ne sera complètement levé qu'en 1985, 10 ans après la mort d'«El Caudillo». Des péripéties historiques qui ont renforcé l'identité gibraltarienne et son attachement à l'Angleterre.

Depuis 2006, Gibraltar est constitutionnellement distinct du Royaume-Uni. En effet du fait de la réforme du British Overseas Territories Act en 2002, la nouvelle Constitution gibraltarienne adoptée dans son sillage précise le principe d'auto-détermination, ce qui lui donne la possibilité de se séparer de la Grande-Bretagne. Toutefois cette option a été largement rejetée par un référendum (99% de non) en 2002 proposant la co-souveraineté hispano-britannique. Mais avec le Brexit la situation se complique davantage. Les Gibraltariens ont en effet voté massivement en 2016 pour le maintien dans l'UE. «Gibraltar a voté à 96% pour rester dans l'UE lors du référendum de 2016. Cependant, elle quittera l'Union Européenne avec le Royaume-Uni et est incluse dans l'accord de retrait dont le Royaume-Uni a convenu avec l'UE de sa sortie de l'Union Européenne. Gibraltar a négocié une série de mémorandums avec l'Espagne dans des domaines d'intérêt mutuel concernant la période transitoire de retrait et au-delà», affirme Albert Isola, Ministre chargé des Services numériques et financiers du gouvernement de Gibraltar, dans une entrevue accordée à Economie Entreprises.

## Emplacement stratégique

Doté d'un intérêt stratégique évident pour les Britanniques à l'entrée d'une des principales voies commerciales et de transit d'hydrocarbure dans le monde, le Rocher était un passage obligé des navires, sous-marins et avions militaires anglais et américains agissant en Méditerranée durant

**Gibraltar a un PIB par tête de 84.000 \$, soit le 4ème au niveau mondial.**



Je vois mal les négociations se transformer en bras de fer avec les Espagnols, parce qu'ils auront beaucoup à y perdre, Hernandez.

la guerre froide. Il abrite d'ailleurs toujours une base aérienne militaire et une base navale. Pourtant, l'économie militaire du Rocher est passée de 40% à 6% actuellement après le retrait d'une grande partie du contingent britannique stationné sur la presqu'île. Une présence militaire et de renseignement qui reste toutefois non négligeable en tant que poste avancé de l'alliance américo-britannique au vu de l'instabilité au Sahel, des menaces terroristes sur le détroit et en Europe ainsi que pour la lutte des trafics en tous genres. C'est aussi un passage important pour le soutien des opérations militaires dans le Golfe.

On imagine clairement les intérêts en jeu sur ce territoire de moins de 7 km<sup>2</sup>. Si une situation de blocus telle que vécue par la presqu'île dans les années 70 est d'ores et déjà évacuée par tout le monde, il n'en demeure pas moins que les tensions existent bel et bien. «C'est vrai que nous dépendons de l'Europe pour les biens qui sont vendus à Gibraltar, mais c'est un commerce au bénéfice commun. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être à 100% dépendants. Par exemple aussi bien notre eau que notre électricité sont produites sur place. De même, la majeure partie de notre économie est liée à la Grande-Bretagne et non à l'Espagne», affirme Hernandez. Et d'ajouter: «Je vois mal les négociations se transformer en bras de fer avec l'Espagne, parce qu'ils auront beaucoup à y perdre. Le Rocher est le second plus grand employeur de l'Andalousie avec plus de 10.000 emplois. De même selon une étude indépendante menée pour la chambre des lords britannique, Gibraltar génère une économie de près de 700 millions d'euros dans la région du Campo de Gibraltar [sous-di-

### Gibraltar devrait demander à intégrer l'espace Schengen pour faire face à la sortie de la GB de l'UE.



Plus de 14.000 personnes traversent chaque jour la frontière terrestre pour une population autochtone de 36.000 habitants.

vision administrative de l'Andalousie située autour de Gibraltar NDLR] soit le quart de son PIB. Arrêter les flux économiques serait suicidaire pour l'Andalousie». Avec un taux de croissance de près de 7% en moyenne par an, cette économie frontalière va en croissant.

### Des affaires à prendre

Le Maroc à quelques kilomètres du Rocher pourrait-il tirer profit de la nouvelle situation ou du moins attirer une partie de ce business? «Nous nous intéressons à diversifier nos partenariats économiques, notamment avec le Maroc», affirme Christian Hernandez, président de la chambre de commerce gibraltarienne. Pour lui, plusieurs opportunités d'affaires s'offrent d'ores et déjà, notamment dans la logistique, le tourisme, ou l'énergie. De fait, Gibraltar est un grand port de souteau au niveau de l'entrée de la Méditerranée. C'est la quatrième destination mondiale de cette activité et le premier port européen captant près de 60% des navires traversant le détroit. En 2017, le Rocher a importé plus de 6,2 milliards de dollars d'hydrocarbures, soit 75% du total de ses importations. Toutefois, le minuscule territoire ne pouvant pas accueillir une capacité aussi importante de stock de carburant, plus de 30% de sa capacité de stockage est placée en Espagne. Une situation qui met le port de TangerMed dans le viseur des investisseurs du «Rocher». «Nous sommes de l'autre côté du détroit en face de TangerMed où les affaires internationales sont florissantes et les opportunités de croissance sont évidentes. Nous avons un secteur des services habitué à soutenir les entreprises du monde entier. Nous pensons que nous pouvons travailler plus étroitement avec les entreprises au Maroc et encourager davantage d'investissements là-bas, pour notre bénéfice mutuel», glisse ainsi le ministre Albert Isola.

L'autre secteur qui intéresse nos voisins du nord est le tourisme, notamment le tourisme d'affaires et de shopping, de jeux. Le Rocher est aussi une place financière de premier plan où plus de 18.000 entreprises sont enregistrées en faveur de son statut

fiscal attrayant. L'économie locale attire fortement les entreprises de Fintech et une très grande industrie de bookmakers. «Je connais très bien le Maroc, j'y vais depuis plus de trente ans au moins deux fois par an, notamment à Tanger que j'aime beaucoup. Et beaucoup de Gibraltariens aussi. De l'autre côté, les Marocains vont beaucoup en Espagne, ils pourraient commencer à nous visiter davantage. Il y a d'ailleurs beaucoup de complémentarité à développer des deux côtés», estime Christian Hernandez. Avant de préciser que «cette proximité était facilitée par une ligne maritime entre Gibraltar et Tanger, notamment via le navire Ibn Battouta. Aujourd'hui il faut penser

à remettre en place une dynamique pareille». En effet, depuis la faillite de la Compagnie Marocaine Comanav/Comarit en 2011, il n'existe plus de ligne maritime entre le Rocher et le Maroc. Bien que la RAM ait mis en place dès 2015 une ligne directe Gibraltar-Casablanca les jeudis et dimanches, le nombre de dessertes reste très faible pour être significatif, et la perspective de la fermeture des frontières terrestres avec l'Espagne bien que minorée par le gouvernement local est très présente.

### Vers une zone dédiée?

Mais le vrai coup à jouer est sans aucun doute une zone d'activité dé-

## «Gibraltar a négocié une série de mémorandums avec l'Espagne concernant la période transitoire et au-delà».

diée aux entreprises du Rock. Annoncée depuis plusieurs années, cette possibilité est aujourd'hui remise sur la table. C'est d'ailleurs ce que nous confirment nos contacts sur place sans pour autant s'avancer, préférant botter en touche (voir entretien). Une idée pourtant évoquée lors d'une interview accordée par le Chef du gouvernement gibraltarien, Fabian Picardo, à Economie Entreprises en novembre 2013 (lire entretien). Ne disposant pas de sol arable, le Rocher pourrait aussi être intéressé par les produits agricoles marocains. Les importations agroalimentaires du Rocher ont avoisiné les 105 millions d'euros, les produits végétaux, eux, près de 30 millions. Toutefois, la complexité qu'impose le Brexit au Rocher touche aussi le Maroc. D'où l'urgence de mettre en place une ligne maritime. Aujourd'hui desservi via Malaga ou Algésiras, le port de Gibraltar reste encore en dehors des radars maritimes marocains.

La période transitoire post-Brexit doit durer 11 mois est ainsi une bonne occasion pour le Maroc pour se placer, mais le fera-t-il habilement? Très coopératives, les autorités de Gibraltar profitent de l'activisme britannique pré-Brexit, notamment en direction de l'Afrique, et nous ont affirmé que des discussions sont ouvertes avec le Maroc. Contactés par Economie Entreprises, aussi bien le porte-parole du gouvernement Hassan Abyaba que le ministre des affaires étrangères et de la coopération Nasser Bourita n'ont répondu à nos sollicitations. Le Maroc semble tanguer entre des intérêts hautement politiques liés aux territoires disputés de Sebta, Mellilia et Gibraltar, et des intérêts économiques estimés à une centaine de millions d'euros. Wait and see! ■

gelkarmouni@sp.ma



## Le Maroc dispose de zones industrielles avec lesquelles nous pourrions travailler dans de nombreux domaines

**Albert Isola**, Ministre chargé des Services numériques et financiers du gouvernement de Gibraltar, revient sur la situation actuelle de pré-Brexit et l'avenir des relations avec le Maroc.

**Le Maroc a déjà aidé le Rocher lors de la fermeture de la frontière avec l'Espagne, pouvez-vous imaginer une situation similaire à celle des années 1960?**

Nous ne sommes pas dans le même contexte, je ne peux pas croire que ce sera possible de revivre un tel blocus.

**Au cours des derniers mois, il y a eu un certain nombre d'initiatives et de discussions entre le Royaume-Uni et le Maroc, Gibraltar est-il impliqué dans ces discussions?**

Gibraltar est pleinement informé de ces

discussions et accords et sera inclus.

**Il existe un certain nombre d'industries basées en Espagne qui produisent pour le Rocher, peuvent-elles profiter au Maroc?**

Un grand pourcentage des importations à Gibraltar provient effectivement de l'Espagne, et les entreprises du Rocher cherchent à savoir si certaines de ces importations pourraient à l'avenir provenir du Maroc.

**Peut-on imaginer une zone industrielle au Nord du Maroc dédiée aux investisseurs de Gibraltar?**

Oui. Nous avons une pénurie extrême de terres. Notre capacité de croître dans des zones non desservies est limitée par notre limitation des terres. Le Maroc dispose de zones industrielles avec lesquelles nous pourrions travailler dans de nombreux domaines, dont certains sont actuellement à l'étude.

**Quelles sont les options sur la table pour renforcer les relations commerciales entre le Maroc et Gibraltar?**

Nous travaillons sur un certain nombre d'initiatives que nous ne sommes pas en mesure de divulguer à ce stade, mais nous pensons que davantage d'affaires seront entreprises entre nos communautés au profit de nos populations respectives. Les possibilités sont passionnantes et nous rattrapent.